

Le Canadian Journal of Economics and Political Science

Jacques Parizeau

Volume 35, numéro 4, janvier–mars 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001497ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001497ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parizeau, J. (1960). *Le Canadian Journal of Economics and Political Science*. *L'Actualité économique*, 35(4), 671–673. <https://doi.org/10.7202/1001497ar>

On se trouve en somme dans l'incertitude complète, quant aux dépenses qui seront entreprises par le gouvernement, d'autant plus que les retournements de politique auxquels nous avons assisté peuvent nous ménager toutes sortes de surprises. Ainsi à la suite de l'expérience du passé, on serait bien étonné que les dépenses au titre de la santé et du bien-être social ne s'accroissent que de 3 p.c. comme il est prévu et les dépenses d'éducation, de 6 p.c.; que les dépenses de voirie ne soient qu'au même niveau qu'en 1958-59.

Il ne serait pas étonnant, à cet égard, que la province de Québec, après avoir maintenu un niveau de dépenses beaucoup plus faible que celui de toutes les autres provinces emboîte désormais le pas. D'après les chiffres provisoires de 1959-60 en effet, la moyenne de dépenses *per capita* du Québec n'était que de 108 dollars, alors que la moyenne pour tout le Canada s'élevait à 147 dollars¹. On voit donc que si Québec a accru ses engagements considérablement depuis quelques années, comme en témoigne notre tableau II, les autres provinces y sont allées avec tellement plus de vigueur que l'effort du Québec semble tout à fait pusillanime.

Roland PARENTEAU

Le Canadian Journal of Economics and Political Science

Le Canadian Journal of Economics and Political Science vient de publier un numéro spécial à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation. Il convient de saluer cet événement d'une façon particulière. *Le Canadian Journal* occupe, en effet, une place unique dans notre pays. Il est resté fidèle à sa tradition de publier côte à côte des articles de science économique, de sociologie et de science politique qui, au cours des vingt-cinq dernières années, forment un vaste panorama des idées et des faits qui ont le plus marqué les milieux académiques au Canada.

Cet éclectisme était, à l'origine, sans doute nécessaire. Les sciences sociales étant encore fort peu développées dans ce pays, une revue spécialisée avait peu de possibilités de vivre et de se développer en maintenant des standards élevés. À ce titre, la fondation de *L'Actualité Économique*, dix ans plus tôt, était une gageure qui ne put être tenue que dans la mesure où le cadre de la Revue était élargi à l'analyse régulière de la conjoncture et où les auteurs étrangers acceptaient une étroite collaboration.

1. Canadian Tax Foundation, *Provincial Finances 1959-60*, Tax Memo no 21, November 1959.

Le milieu universitaire s'est considérablement élargi depuis lors. On aurait donc pu imaginer que le *Canadian Journal* éclate et que des revues spécialisées apparaissent. Il est remarquable qu'au contraire l'afflux des textes n'ait provoqué que des exigences plus grandes de la part de la direction; cette tentative soutenue d'élever continuellement les critères et les exigences de la Revue lui a conservé son rôle de carrefour des sciences sociales au Canada. En même temps, elle présentait un défi aux plus jeunes membres de l'enseignement. Publier un article dans le *Canadian Journal of Economics* est devenu sinon encore une consécration (il serait d'ailleurs abusif qu'il en soit jamais ainsi), tout au moins une étape d'une carrière à ses débuts.

En même temps se développait une rubrique des livres de tout premier ordre. Le caractère même de la Revue lui permettait de recenser les ouvrages les plus variés et, au fur et à mesure que les publications canadiennes se multipliaient, la chronique des livres devint un tribunal auquel peu d'ouvrages échappaient, et qui savait adopter un ton à la fois d'indépendance et d'objectivité d'autant plus méritoire que la Revue avait, à l'égard des publications canadiennes et auprès des lecteurs de langue anglaise, le quasi-monopole de la critique.

Il serait présomptueux et déplacé pour un économiste de juger ce qu'un quart de siècle de publication a pu apporter à la sociologie et aux sciences politiques, il lui est plus facile de chercher à esquisser certains traits saillants de ce que le *Canadian Journal* a reflété dans le domaine de l'économie au cours de cette période.

Indiscutablement, les thèmes et les préoccupations ont changé. Le *Canadian Journal* accordait, avant la guerre, une grande importance aux études agricoles, alors que les problèmes de la production et de la vente du blé occupaient au Canada une place très considérable. À cet égard, la technique saugrenue, mise au point il y a quelques années, de déterminer le centre d'intérêt d'une revue par le nombre de lignes agates de textes qui figurent sous chacune des rubriques de l'index consolidé, amènerait son auteur à considérer que le *Canadian Journal* était, avant la guerre, un tenant de l'agriculturisme. Rien de plus faux, cela va de soi.

Certains pôles d'intérêt de la Revue se sont cependant maintenus. C'est ainsi qu'à travers toute cette période qui nous sépare

de la Grande Crise, l'étude des mécanismes de transfert des capitaux internationaux au Canada, que Viner avait inaugurée en 1923, donnera lieu périodiquement à des études parfois remarquables.

Essentiellement, cependant, c'est l'apparition et la diffusion de l'analyse économique de type mathématique qui va marquer le plus profondément les économistes des universités. La Revue de Toronto, comme toutes celles de l'étranger, va accepter un nombre croissant de ces textes. Sans doute, de telles analyses «généralisent-elles» la portée de la Revue, jusque-là essentiellement centrée sur les divers aspects de la vie économique ou politique du pays. En même temps, par ses exigences et les critères qu'elle se fixe, elle imposera graduellement aux économistes canadiens, dans ce domaine plus peut-être que dans tout autre, une excellence dans la manipulation d'instruments dont la complexité rend l'utilisation approximative ou mal fondée particulièrement dangereuse. À cet égard, il est indiscutable que le *Canadian Journal* a hâté la pénétration au Canada de la théorie contemporaine élaborée à l'étranger.

On ne saurait tenir rigueur à la Revue de ce que, entre ces instruments mathématiques et les théories générales qu'ils supportent d'une part, et la structure de l'économie canadienne, d'autre part, un pont n'ait pas encore été jeté, si bien que les conclusions que l'on tire de ces deux types d'études sont souvent non pas seulement inconciliables mais à deux niveaux différents d'abstraction qui ne se compènètrent ni ne se rejoignent.

À l'occasion des travaux de la Commission Gordon, on a assisté aux premières ébauches d'une rencontre, à un premier tri de théories dont certaines, basées sur des hypothèses que la structure de l'économie canadienne rend injustifiables, sont inutiles, alors que d'autres, compte tenu de certains ajustements, sont susceptibles de jeter une vive lumière sur des observations systématiques. Les travaux de Young ou de Wood à cet égard sont remarquables.

Il est probable que cet effort de synthèse nuancée des faits, des idées et des instruments, qui dénote, lorsqu'il réussit, la maturité des milieux scientifiques d'un pays, se poursuivra au cours des années à venir. Il est certain que le *Canadian Journal of Economics and Political Science* sera le creuset de cet alliage.

Jacques PARIZEAU